

Annexe 5 - Synthèse des interventions faites en réunion plénière :

1 – M. Benoit Jourdain - Vice-président du conseil départemental des Vosges et de l'association d'AMORCE - membre titulaire de la CIFREP et représentant de l'association Intercommunalités de France

M. Jourdain présente le groupe de travail inter-associatif qui, à l'unanimité, fait bloc contre la mise en place de la consigne pour recyclage.

Il rappelle que depuis la première tentative de faire passer la consigne pour recyclage dans le cadre de la loi AGECS il y a 3 ans, les collectivités ont généralisé l'extension des consignes de tri alors que l'État et Citéo a pris du retard, notamment dans la mise en place des filières REP.

On n'insiste pas suffisamment sur la prévention. La « fausse consigne » va à l'encontre de cette prévention. La crainte est de ne pas voir diminuer le nombre d'emballages plastique usage unique. Il donne le contre-exemple de la situation en Allemagne : l'utilisation des bouteilles plastiques a été banalisée avec la consigne opérationnelle depuis 2005, et aujourd'hui, le nombre de bouteilles à usage unique a explosé. La bouteille en plastique a été banalisée dans l'esprit des gens.

Il ajoute que le sujet est plus vaste que le seul sujet des bouteilles plastiques et mettre de la valeur financière sur les plastiques peut encourager le fait de continuer à les utiliser.

Il ajoute que la question de la pollution plastique est plus générale (les bouteilles représentant 1 % des déchets et assimilés)

La mise en place de la consigne irait à l'encontre de la simplification des gestes de tri, et n'apporte rien, ni aux consommateurs, aux contribuables, ni à l'environnement. Elle apportera uniquement aux metteurs sur le marché.

Il présente les chiffres : sur la base d'une consigne de 10 centimes/bouteille, si 15 % des gens ne rapportent pas les bouteilles => 400 millions d'euros (perte de pouvoir d'achats) auxquels s'ajoute la perte de la revente de matériau estimée à 320 millions, soit au total 720 millions d'euros de transfert de valeurs que les industriels cherchent à s'approprier au détriment du contribuable et du consommateur.

2 - Mme Odile Bégorre-Maire – Vice-présidente du BASSIN de POMPEY et représentante et membre du groupe de travail national de l'association d'Intercommunalité de France et du Cercle National du recyclage - membre titulaire de la CIFREP et du CNTE

Mme Bégorre-Maire complète les propos de M. Jourdain, en insistant sur le fait que pour les citoyens, la simplification du geste de tri avec l'ECT n'est mis en place que depuis le 1^{er} janvier 2023 et que le bac de tri reste présent. Avec la « fausse consigne », comment expliquer aux gens le simple geste de tri, alors que l'on va déjà leur proposer un nouveau geste ?

Elle précise également que la mise en place de la consigne impacterait la sobriété énergétique car davantage de camions sur la route, l'utilisation des véhicules personnels, l'installation de machines, des zones de stockage plus importantes (problème de sobriété foncière).

L'extension des consignes de tri a simplifié le geste de tri. Il faut le laisser s'installer.

Elle note également la difficulté pour les commerces de petite taille en centre-ville de mettre en place la consigne (installation de machines en centre-villes).

Le collectif des associations ont fait 14 propositions par voie de communiqué de presse mais disent non à la consigne pour recyclage.

3 - M. Julien VALENTIN – SYVALOM 51

M. Valentin prend la parole pour les 4 départements (marne, ardennes, meuse et haute-marne) déclare être entièrement d'accord avec les propositions faites par M. Jourdain et Mme Bégorre-Maire car un grand travail reste à faire sur l'extension des consignes de tri.

Si on parle de bilan carbone, de cycle de produit, de réutilisation, on va vers quelque chose de très durable mais tout est question d'équilibre et on a besoin de travailler sur une baisse des volumes plastiques (pollution par les micro-plastiques).

Il ajoute que mettre une valeur sur les plastiques va encourager la population à l'utiliser. Il rappelle qu'il est important que les collectivités ne soient pas mis en dehors et que le manque à gagner ne soit pas à la charge du contribuable. Il faut trouver un équilibre pour ce système. Plus c'est simple, plus ça sera efficace. Il est difficile d'apporter aujourd'hui des conclusions et il ne faut pas confondre vitesse et précipitation, mais allier vitesse et efficacité.

4 – Mme Agnès Jacquot d'Antonnay - Kronenbourg

Mme Jacquot d'Antonnay pose la question du projet de règlement européen PTWR qui prévoit pour les états membres une consigne pour recyclage obligatoire si objectif de recyclage est inférieur à 80% ? Quelle est la position et n'y a-t-il pas ambiguïté entre le national et la position européenne ?

5 – M. Simon Gourgaud – Polyvia Grand Est

Polyvia, syndicat des industriels transformateurs de plasturgie a également sorti un communiqué de presse dénonçant le projet de consigne.

M. Gourgaud précise qu'il est déjà difficile de répondre aux obligations réglementaires issues du règlement européen et de la loi AGECE car il manque en France environ 600 000 T de matières plastiques recyclées par an. En mettant en place cette consigne, 100 000 tonnes aux mieux seront récupérées. Cela mettra la profession en difficulté avec l'obligation d'aller acheter la matière recyclée à l'étranger.

Au lieu de faire un focus sur les bouteilles plastiques, il faut un débat sur les emballages en général.

6 – M. Yohan Benard - Société UZAGE-

M. Benard présente la société UZAGE, développeur de centre de lavage industriel pour le réemploi qui dispose à ce jour de 2 installations (en PACA et IdF). Une 3ème installation est prévue en 2024 en Grand Est qui sera le premier centre de lavage industriel au niveau européen.

Il est favorable à la consigne réemploi.

Il précise que recyclage et réemploi sont complémentaires. Il rappelle que conformément à la hiérarchie des modes de traitement, le réemploi se situe avant le recyclage et que la question du réemploi doit se poser compte tenu des objectifs européens.

La filière du réemploi est prioritaire existe déjà avec plus de 1000 points de collecte (dont 300 pts de collecte en Alsace).

7 – M. Christophe FRISTCH - Métropole du Grand Nancy

M. Fristch indique sa préoccupation du fait que la mise en place de la consigne va envoyer une mauvaise image à l'habitant, par la monétisation d'un certain nombre de produits. Il indique être inquiet pour le traitement des autres emballages, ceux sans consigne qui risquent d'être moins triés car pas de paiement.

8 -M. Laurent COTTE - Communauté de Communes de la Grande Vallée de la Marne

fait lecture de la lettre du président de la communauté de communes de la Grande Vallée de la Marne jointe en annexe 6